



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 3036

Texte de la question

POLITIQUE DE LA VILLE

M. le président. La parole est à M. Michel Destot, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Michel Destot. Après la dernière réunion du comité interministériel des villes, qui s'est tenue le 18 février dernier sous la présidence du Premier ministre, les attentes suscitées par le programme ANRU 2 et par la réforme des zonages de la politique de la ville restent malheureusement insatisfaites.

Pourtant, le dernier rapport sur la politique de la ville, rédigé par nos collègues François Goulard et François Pupponi, comme le travail collectif animé par notre collègue Gérard Hamel, président de l'ANRU, et comme les constats alarmants de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles, a souligné l'urgence des décisions à prendre.

Vous le savez, le lancement d'un programme de rénovation urbaine après 2013 et une redéfinition du périmètre de la géographie prioritaire constituent depuis de longs mois les principales demandes adressées au Gouvernement par les élus locaux. Cependant, de report en report, ces dossiers n'ont pas avancé, et les annonces du dernier CIV n'ont pas fait évoluer la situation. Cela devient incompréhensible pour de nombreux élus, mais aussi insupportable pour nos concitoyens qui vivent dans une précarité croissante, et qui restent inquiets de l'absence de moyens accordés pour demain à la politique de la ville, laquelle exige pourtant que l'on s'inscrive dans la durée.

Néanmoins, je vous le dis en tant que président de l'Association des maires des grandes villes de France, les propositions issues des réflexions riches et variées d'experts, d'élus et de praticiens ne manquent pas, si l'on veut redynamiser les politiques d'éducation, d'emploi, et inventer une gouvernance efficace et pertinente. Toutefois, sans perspectives politiques ni financières, comment préserver une certaine idée de la solidarité, du vivre-ensemble et du pacte social, alors que la crise redouble dans les quartiers, que le chômage et l'insécurité frappent de plus en plus de familles et que de nombreux jeunes décrochent et désespèrent de la promesse républicaine ?

Monsieur le Premier ministre, qu'attendez-vous donc pour tenir vos promesses ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Maurice Leroy, ministre de la ville.

M. Maurice Leroy, *ministre de la ville*. Monsieur le député, vous qui êtes président de l'Association des maires des grandes villes de France savez mieux que quiconque qu'il existe une politique de la ville qui fonctionne sur le terrain. Vous le reconnaissez tous, quels que soient les bancs sur lesquels vous siégez : c'est celle qui a été menée, grâce à l'action de Jean-Louis Borloo ("*Ah !*" et *applaudissements sur divers bancs*), avec l'ANRU. Cela ne fait pas de mal au moral de la France et des Français de dire ce qui fonctionne dans ce pays ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Jean-Paul Bacquet. Vous en avez bien besoin ! Voilà le psychanalyste et psychiatre qui remonte le moral de la majorité !

M. Maurice Leroy, *ministre*. Par ailleurs, je vous remercie de me fournir l'occasion d'expliquer devant la représentation nationale l'action du comité interministériel des villes, présidé par le Premier ministre, François Fillon.

Les contrats urbains de cohésion sociale sont prorogés jusqu'en 2014. (*Exclamations sur les bancs du groupe*

SRC.) Écoutez un peu !

M. le président. Poursuivez, monsieur le ministre.

M. Maurice Leroy, *ministre*. Quand je vous vois sur le terrain, vous polémiquez moins ! (*Sourires.*)

M. Jean-Yves Le Bouillonec. Et 20 % en moins pour le logement !

M. Maurice Leroy, *ministre*. Cette prorogation des CUCS est très importante, car elle assurera aux maires, aux équipes municipales et à tout le tissu associatif la lisibilité dont ils ont besoin. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Ensuite, nous nous appuyerons sur le remarquable rapport de François Pupponi et François Goulard (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), que vous avez eu raison de citer, pour revoir la géographie de la politique de la ville. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Depuis vingt ans, tout le monde demande à tous les ministres de la ville successifs de ne pas saupoudrer, mais de reconcentrer.

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Maurice Leroy, *ministre*. Chiche : on verra, le moment venu, qui, ici, sera prêt à procéder à cette concentration. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Destot](#)

Circonscription : Isère (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3036

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Ville

Ministère attributaire : Ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 mars 2011